

s'agit de répondre aux exigences d'une société hautement industrialisée et aux problèmes réels suscités par l'évolution technologique.

Et l'article poursuit:

M. Hellyer est d'avis qu'on ne réalisera l'unité nationale qu'en remédiant aux problèmes réels de la population. Même dans le Québec, a-t-il dit, les gens s'inquiètent de questions comme les impôts fonciers et l'inflation, bien que quelques-uns d'entre eux, comme les étudiants et certains fonctionnaires, fassent passer la constitution avant tout le reste.

Il a dit, dès le début de l'interview:

Je ne crois pas que les petites gens de ma circonscription puissent attendre qu'on se soit mis d'accord sur la constitution pour entreprendre une politique plus agissante en matière de logement. Je ne pense pas que les enfants qui fréquentent la même plage que moi puissent attendre indéfiniment l'assurance que l'eau n'y est pas polluée, comme elle l'était l'été dernier.

Voilà ce que le second homme en importance du gouvernement disait hier au sujet de l'administration. Qu'a répondu le premier ministre? Rien. Je ne puis m'empêcher de signaler aujourd'hui l'absence complète—exception faite du député de Don Valley (M. Kaplan) qui, étant né coiffé, ne saurait comprendre les besoins des gens à revenu modeste—l'absence, dis-je, de tout discours de la part des nombreux députés libéraux des villes canadiennes.

• (6.20 p.m.)

Chaque siège de l'agglomération torontoise est occupé par un libéral. Un bon nombre de sièges de la région de Vancouver sont occupés par des libéraux. Dans ma ville, y compris sa banlieue, la moitié des sièges sont occupés par des libéraux. Nous avons, il va sans dire, le ministre d'État, qui était le bras droit de l'ancien ministre des Transports; on ne peut cependant pas s'attendre à ce qu'il connaisse les besoins de logement des citoyens ordinaires de Winnipeg, car il n'est pas un citoyen ordinaire. Il est du nombre des privilégiés, un des hommes les plus riches du Manitoba, selon la rumeur publique.

Où sont tous les représentants des villes canadiennes? Ils ne disent rien. Ils n'ont pas assez de cran pour parler de leur grand chef qui les a entraînés à sa suite jusqu'au pouvoir, aux dernières élections. Le premier ministre (M. Trudeau) peut certes faire plus que critiquer le chef de mon parti à cause de sa motion visant à discuter des raisons qui ont poussé le ministre des Transports (M. Hellyer) à démissionner, c'est-à-dire que les vues et les positions du premier ministre sur la constitution sont tellement rigides qu'il est impossible de bouger ou d'avancer pour répondre aux besoins de logements.

[M. Orlikow.]

Le premier ministre a parlé longuement de ce que nous faisons de plus cette année pour l'habitation qu'auparavant. Les chiffres du premier ministre ne disent pas pour qui nous faisons ce travail supplémentaire. Pour qui construisons-nous des maisons? Nous ne bâtissons pas moins mais plus de maisons pour ceux qui sont dans les catégories supérieures de revenus.

Le coût d'une modeste maison à Toronto s'établit maintenant à \$30,000 et plus, et le taux d'intérêt à près de 10 p. 100. Combien de Canadiens ou de Torontois peuvent se permettre de payer un tel prix pour une maison? Je connais des gens qui vivent à Toronto—des professeurs, des directeurs d'école, des travailleurs sociaux et autres—qui touchent des traitements qu'ils auraient considérés il y dix ou même cinq ans comme pouvant leur assurer une vie de luxe relatif. Ils acceptent des tâches supplémentaires aux fins de semaine car après les paiements qu'ils versent sur leurs hypothèques, il ne leur reste pas suffisamment d'argent pour couvrir les frais courants pour la nourriture, les vêtements et l'éducation de leurs enfants.

Voilà la situation, néanmoins le premier ministre se présente ici et nous déclare que nous faisons plus que jamais auparavant. Bien entendu, nous faisons beaucoup plus qu'auparavant, mais pour qui? Nous avons maintenant un taux hypothécaire de 9 $\frac{3}{4}$ p. 100. Comme le gouvernement a pour politique d'ajuster les taux tous les trois mois, nous pouvons être certains qu'à la suite du prochain ajustement les taux d'intérêt atteindront près de 10 p. 100 ou seront encore plus élevés. Combien y a-t-il de Canadiens qui peuvent se permettre de payer des taux d'intérêt de ce genre?

Le premier ministre a pris la parole à la Chambre aujourd'hui et a déclaré que tout va bien au Canada et que la population ne doit pas s'inquiéter, parce que le gouvernement maîtrise la situation. Je ne consignerai pas des données statistiques au compte rendu aujourd'hui, car mes collègues les députés d'York-Sud (M. Lewis) et de Broadview (M. Gilbert) l'ont déjà fait. Je voudrais consigner au compte rendu quelques observations faites par des spécialistes en matière de besoins domiciliaires des personnes à revenu modique.

Qu'il me soit permis de me reporter au rapport du groupe d'étude que les députés de notre parti n'ont pas à défendre et ne défendront pas. Le premier ministre force le ministre des Transports à résigner ses fonctions, dont la responsabilité du logement, car il n'est pas disposé à l'application des mesures nécessaires recommandées par le groupe d'étude.